

L'Europe sociale : les Français n'y croient pas !



Tract de la section de Vénissieux, transmis par Marie Christine Burricand (13/06/2009)

C'est clair : les français ne croient pas que l'Union que les gouvernements construisent dans leur dos et à marche forcée puisse leur être bénéfique. Ils ne sont pas seuls, c'est un constat partagé avec l'ensemble des européens qui se sont abstenus à près de 60%, 3 % de plus qu'en 2004, à l'Ouest comme à l'Est.

Dans leur grande masse, celles et ceux qui ne se sont pas déplacés ne se sont pas abstenus, ils ont refusé de voter, de participer à ce jeu électoral. Comme à chaque élection européenne, sauf...sauf le dernier référendum (70% de votants exactement comme pour le référendum sur le traité de Maastricht) où ils avaient là aussi clairement dit leur refus, refus dont il n'a pas été tenu compte et qui a été bafoué.

Sur les plateaux de télévision, les « vainqueurs » du jour pouvaient bien pérorer à partir de pourcentages trompeurs sur un soi disant succès, les résultats ne peuvent tromper personne.

L'UMP est bien sûr mal placée pour se glorifier d'un score obtenu dans tel un désert de votants. Avec 4,8 millions d'électeurs elle a moins de la moitié de ses voix de 2007, présidentielle ou législatives.

Cohn-Bendit peut bien encore « se la jouer », avec l'immense modestie qu'on lui connaît, la leçon de ce scrutin n'est pas dans le score circonstanciel de la « liste des centres-villes bobo », score qui illustre le vote flottant d'électeurs de couches moyennes et aisées hésitant au gré des élections entre PS, MODEM et Verts.

Non la leçon est ailleurs ; le OUI (UMP, PS, Verts, MODEM), avec un peu moins de 12 millions de voix, retrouvent peu ou prou le score de 2005.

A l'inverse les partis du NON, avec moins de 4 millions de voix mobilisent à peine un quart de leurs voix de 2005 (15 millions de votants) !

L'abstention est là, dans cette partie du peuple qui, s'étant rassemblée pour refuser cette constitution européenne point d'appui d'une construction impérialiste qui se fait contre les peuples, n'a pas trouvé dans la campagne électorale d'offre politique répondant à ses attentes. Dans ce monde ouvrier, ces quartiers populaires qui avaient dit NON à 70% et qui se sont abstenus, à 70% ou plus dans toutes les banlieues !

Le passer sous silence, c'est laisser le champ libre aux replis nationalistes et xénophobes sensibles dans nombre de pays européens.

La désunion du NON a pesé, le Front de Gauche bénéficiant d'une (faible) prime unitaire, mais elle n'explique pas tout. Une gauche « unie pour l'Europe sociale » aurait sans doute renforcé un vote de résistance, mais n'aurait pas rendu la perspective européenne crédible pour autant.

Dans notre pays, 80% des habitants soutiennent un mouvement de protestation sociale qui porte en lui l'exigence d'un changement de société, une participation record aux manifestations exprime cette exigence. Pourquoi une telle désaffection des urnes ? Voilà la question !

Comment un peuple peut-il croire à l'efficacité de son vote pour une institution qui depuis Maastricht renverse toutes les expressions démocratiques ?

Comment ne pas entendre que les questions sur l'emploi, les rapports Nord Sud, la souveraineté populaire, buttent sur le carcan des traités européens ?

Comment être crédible sur l'Europe sociale quand on sait qu'une politique réellement progressiste en France se heurterait à la banque centrale européenne, aux directives qui s'opposent à toute nationalisation, à celles qui organisent la casse des services publics ?

Comment laisser croire qu'un « capitalisme vert » serait la réponse aux crises sociales et environnementales ? Il faut dire la vérité, les ruptures politiques se construisent dans les rapports de forces nationaux. La rupture en France comme dans les autres pays, se fera CONTRE les institutions européennes. Il faut faire grandir l'exigence du refus national des directives européennes, grandir l'idée d'une sortie de cette alliance au profit d'autres coopérations internationales mutuellement avantageuses.

Le parti communiste s'adresse à celles et ceux qui ont voté pour prolonger leur NON de 2005 comme à celles et ceux qui ont refusé de choisir. Les Fronts de lutte sont indispensables, les fronts politiques sont utiles s'ils ne sont pas des manœuvres d'appareil pour des recompositions politiciennes (l'épreuve des régionales sera éclairante). Mais l'existence d'un parti communiste est vitale pour l'organisation autonome du monde du travail, pour la coordination politique des luttes dans la guerre de classe.

Aucune alliance internationale ne se fera sans les peuples. L'émancipation des prolétaires sera l'œuvre des prolétaires eux-mêmes !

Post-scriptum

:

texte largement inspiré d'un article de Charles Hoareau sur RougeMidi, repris par le réseau Fiers d'être communiste et adapté pour la manifestation lyonnaise du 7 juin.